

## **Kosovo, vite un statut**

Par le Mouvement pour une alternative non-violente  
samedi le 26 mars 2005

Le Mouvement pour une alternative non-violente (MAN) appelle à une résolution rapide de la question du statut du Kosovo.

Il y a cinq ans et demi, la Résolution 1244 des Nations Unies mettait fin à la guerre au Kosovo. Depuis, les organisations internationales avec les responsables locaux ont ramené l'ordre dans la province, organisé les principaux services, en particulier la justice et la police ; des élections municipales et législatives ont permis d'établir les bases d'une démocratie.

Par contre, en stipulant que « Le Kosovo bénéficierait d'une autonomie substantielle à l'intérieur de la République fédérale de Yougoslavie », la Résolution 1244 a laissé un flou préjudiciable à l'établissement d'une véritable paix dans la région, à la prise en charge de leurs responsabilités par les élus du Kosovo et au développement économique.

Depuis 5 ans et demi, la Communauté internationale n'a pas réussi à entamer sérieusement les débats pour aboutir à un accord sur le statut du Kosovo avec les dirigeants serbes, toujours nationalistes. Dans la zone - à majorité serbe - au nord du Kosovo, la Mission des Nations Unies pour le Kosovo (MINUK), n'a pas non plus réussi à faire régner le droit et les règles théoriquement valables pour l'ensemble du Kosovo, les trafiquants et extrémistes de tous bords exploitent cette faille, source permanente d'insécurité.

Au Kosovo, la MINUK conditionne l'obtention du statut à l'application de « Standards » relatifs aux droits de l'homme et aux respects des minorités, notamment serbe et rom. Ces critères sont fondamentaux, mais ils ne peuvent être totalement atteints dans une société déstructurée, où en l'absence de garanties sur l'avenir, rien de solide ne peut être construit : les privatisations annoncées n'ont pas eu lieu, aucune entreprise n'investit dans une région dont le statut est indéfini ; faute de passeport, les Kosovars « sont enfermés », l'eau et l'électricité sont toujours intermittents, etc. Ainsi actuellement alors que les deux-tiers des individus ont moins de 30 ans, 60 % de la population active est au chômage, constituant une véritable bombe à retardement.

La présence internationale est, maintenant, ressentie par les Kosovars comme arrogante et incapable de régler leurs problèmes. Ne voyant aucun avenir, une partie de la population, désœuvrée et manœuvrée, est prête à employer tous les moyens, y compris les plus violents, pour faire évoluer la question du Statut. C'est ce qu'elle a fait en mars 2004 et c'est ce qui se reproduira, si à brève échéance aucun signe ne lui est fourni.

Toutes les communautés souffrent du statu quo actuel. Il met en péril tout le travail de « constructions de la paix » en cours ; il est donc néfaste voire dangereux, aussi nous demandons instamment aux Nations Unies, à l'Europe, à la France et au « Groupe de contact pour le Kosovo » :

de donner rapidement un signe fort et crédible aux Kosovars,

de mettre de suite à exécution un plan pour que le Kosovo ait une constitution et un statut. Par exemple, celui développé dans le rapport de « l'International Crisis Group » du 24 janvier 2005.

de prendre les dispositions pour juguler les tensions qui ne manqueront pas de s'exprimer à cette occasion.

Faute de quoi, la reprise de violences, qui pourraient s'étendre jusqu'à la Serbie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la République Srpska pourraient être plus graves que les précédentes.